

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 67 (F)

26-28 septembre 2000

Allocution de clôture prononcée par M. **JAMES D. WOLFENSOHN**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
Séance conjointe de clôture

**Allocution de clôture de M. James D. Wolfensohn
Président du Groupe de la Banque mondiale
lors de la séance de clôture**

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, Mesdames et Messieurs, permettez-moi tout d'abord d'exprimer aussi mes remerciements personnels aux autorités de la République tchèque, à celles de la ville de Prague en la personne de MM. Hrubý et Vodicka, au responsable de la police, M. Kolar, et à tous ceux qui ont tant fait pour contribuer à l'immense réussite de cette Assemblée.

Comme mon collègue du Fonds monétaire et tous mes collègues, je suis bouleversé par les problèmes qui ont surgi dans la rue, mais je trouve un certain réconfort dans le fait que, parmi les manifestants, beaucoup témoignent d'un engagement sincère et qu'ils déplorent énormément, comme nous le déplorons, qu'il y ait eu des individus dont la seule motivation était de détruire et que cela ait influé sur la tonalité des événements qui se sont déroulés à l'extérieur de ces bâtiments.

Ces réunions ont été pour nous extrêmement précieuses. Les échanges que nous avons eus avec vous lors de rencontres bilatérales et dans cette enceinte ont enrichi la réflexion de la Banque et nous ont confirmé que nous étions sur la bonne voie. La conclusion que je tire de cette Assemblée, c'est qu'il existe un consensus entre le Fonds et nous-mêmes, mais aussi avec vous tous, sur le fait que la pauvreté est au cœur de notre mission, que la mondialisation est source d'opportunités en même temps que de défis, et qu'il nous appartient de maximiser les avantages de la mondialisation et d'aider ceux qu'elle met en difficulté.

Mais dans l'accomplissement de cette mission, il ne nous faut jamais oublier que les avantages doivent aller à un nombre toujours plus grand d'êtres humains, à ceux qui souffrent de la pauvreté, à ceux qui sont défavorisés, car la question de la pauvreté est, à mon sens, déterminante pour la paix future de l'humanité.

Je suis également extrêmement encouragé par l'appui que vous avez si bien exprimé au cours de l'Assemblée à l'approche que Horst Köhler a mentionnée, celle des Stratégies de lutte contre la pauvreté et du Cadre de développement intégré, approche qui comporte un certain nombre d'éléments très importants.

En premier lieu, il importe que le pays prenne en charge le programme et en assume la direction, l'idée qu'on impose des conditions ou des plans prédéterminés n'est pas acceptable mais la nécessité de conditions appropriées a semblé recueillir l'adhésion de tous. Il nous appartient de faire en sorte que les conditions nécessaires soient comprises, acceptées, et en fait adoptées par les pays qui sont nos clients et de veiller à ce que les programmes que nous élaborons soient pris en charge de manière concertée, le pays en assumant véritablement la direction.

Je suis également très encouragé par votre constat de la nécessité d'une coopération entre la Banque et le Fonds, et je partage le sentiment de gratitude de Horst Köhler à votre égard à tous pour avoir approuvé notre déclaration conjointe, mais cet esprit de coopération doit s'étendre encore jusqu'à inclure les organisations bilatérales et les institutions multilatérales du système des Nations Unies, tous ceux qui interviennent au niveau des pouvoirs publics dans le développement, et même le secteur privé et beaucoup de composantes de la société civile.

Vous adhérez dans une large mesure, me semble-t-il, à l'idée que le développement n'est pas un problème facile, que ce qui doit primer, comme l'a dit Horst Köhler, c'est la stabilité du système financier et la croissance, mais que, de plus, l'équité doit être préservée, et que, pour être efficaces, nous devons veiller à la participation de tous. Assurément, à la Banque, en collaboration avec le Fonds, nous nous emploierons à multiplier les contacts directs, à promouvoir toujours davantage la participation, sous la direction des gouvernements des pays avec qui nous traitons, mais en nous efforçant de forger un consensus et d'aborder le développement non pas comme un problème qu'on peut résoudre du jour au lendemain, mais comme un processus à long terme cohérent qui exige un appui continu, que la conjoncture soit favorable ou défavorable.

Je suis également sensible aux nombreuses références que vous avez faites à l'action qui doit être entreprise dans le domaine des technologies de l'information pour toucher et affranchir les populations qui vivent dans la pauvreté, mais aussi, au-delà, pour accélérer le développement partout dans le monde. Assurément, nous sommes résolus à aller de l'avant dans le domaine des technologies de l'information, pour assurer véritablement l'efficacité des programmes de développement que nous élaborons.

Dans ce contexte, naturellement, de nouvelles possibilités s'offrent à nous pour renforcer les capacités des administrations des pays qui sont nos clients, et notre institution s'efforcera d'en tirer parti.

L'autre élément qui ressort, me semble-t-il de ces réunions c'est qu'il est désormais clair que le développement est un contrat entre deux parties, dont, d'un côté, les autorités du pays qui est en voie de développement, et que la responsabilité vis-à-vis de la population de ces pays, et l'obligation de leur rendre des comptes est largement admise. Nous avons aussi évoqué, à mon sens, les nombreux progrès qui ont été accomplis dans les pays en développement ces dernières années.

Mais l'accent a également été mis sur la responsabilité des pays développés, qui doivent apporter un concours sous la forme d'un accroissement de l'aide publique au développement, mais aussi prêter d'autres formes d'assistance et d'appui qui ne soient pas uniquement monétaires, notamment dans le domaine du commerce international et de l'ouverture des marchés.

Nous avons également émis des observations sur le type de problèmes qui surgit en cas de fluctuation des prix des produits de base, notamment le pétrole, mais aussi en matière de prix à l'exportation, problèmes auxquels la communauté mondiale se doit de porter une attention particulière.

De fait, Monsieur le Président, ces réunions ont été d'une grande richesse. Horst Köhler a déjà évoqué les efforts que nous déployons ensemble dans le cadre de l'Initiative PPTE et notre volonté commune d'essayer d'amener au point de décision d'ici à la fin de cette année un aussi grand nombre de pays que possible dans le cadre d'accords appropriés sur leur stratégie de lutte contre la pauvreté et sur l'affectation et l'emploi des fonds.

Enfin, Monsieur le Président, je suis heureux que les gouverneurs aient été aussi nombreux à mentionner le problème du VIH/SIDA, en même temps que d'autres maladies transmissibles, mais s'agissant du VIH/SIDA, tous, me semble-t-il, se sont accordés à reconnaître que dans de nombreuses parties du monde et en particulier en Afrique, le VIH/SIDA n'est pas un problème sanitaire parmi d'autres. Il est au cœur de la question du développement en même temps qu'il pose un problème humain d'une ampleur dramatique.

Je voudrais rappeler à ce propos les paroles prononcées par le président Havel qui resteront gravées dans ma mémoire, car il a su élever le débat en lui donnant une dimension humaine et éthique, et c'est dans ce contexte qu'il nous faut assurément relever le défi que nous lance le VIH.

Voilà qui me donne l'occasion, Monsieur le président, de rendre hommage à la manière dont vous avez conduit nos échanges. Le fait que vous avez su encourager les orateurs à s'exprimer de manière tellement éloquente et précise, que vous avez présidé à 47 interventions en un temps record est assurément sans précédent, mais je suis convaincu que le prochain président du Conseil des Gouverneurs saura faire de même.

Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Gouverneur, ainsi que le Costa Rica et, en fait, l'ensemble des pays que vous représentez, pour votre nomination à la présidence des institutions de Bretton Woods. Je me réjouis vivement de collaborer avec vous durant l'année à venir.

Permettez-moi enfin de vous souhaiter à tous un bon voyage de retour dans vos pays respectifs. Je vous suis très reconnaissant de l'amitié et du soutien que vous nous avez témoignés, à moi et à mes collègues, pendant votre séjour ici et j'espère avoir l'occasion de vous revoir lors de prochaines réunions.

Je vous remercie, Monsieur le Président.